Conto Corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 68° — Roma - Giovedì, 13 ottobre 1927 - Anno V — Numero 237

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

SOMMARIO

Numero di pubblicazione

LEGGI E DECRETI.

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

BANDI DI CONCORSO

IN FOGLI DI SUPPLEMENTO STRAORDINARIO

Prodotti chimici Cesare Pegna e figli, in Firenze: Elenco delle obbligazioni sorteggiate il 30 settembre 1927 e di quelle estratte precedentemente e non ancora presentate per il rimborso.

Comune di Busto Arsizio: Elenco delle obbligazioni dei prestiti comunali sorteggiate il 4 ottobre 1927 e di quelle estratte precedentemente e non ancora presentate per il rimborso.

Società elettrica bresciana, in Milano: Elenco delle obbligazioni 4.50 per cento sorteggiate nella 18ª estrazione del 1° ottobre 1927 e di quelle estratte precedentemente e non ancora presentate per il rimborso.

Comune di Pisa: Elenco delle obbligazioni (serie unica) emesse nel 1888 sorteggiate nella 40ª estrazione del 1° ottobre 1927 e di quelle estratte precedentemente e non ancora presentate per il rimborso.

Società anonima immobiliare sede della Banca commissionaria milanese, in Milano: Elenco delle obbligazioni sorteggiate il 5 ottobre 1927.

Comune di Como: Elenco delle obbligazioni emesse nel 1918 per il riscatto dell'acquedotto sorteggiate nella 8ª estrazione del 30 settembre 1927 e di quelle estratte precedentemente e non ancora presentate per il rimborso.

LEGGI E DECRETI

Numero di pubblicazione 2129.

REGIO DECRETO-LEGGE 4 settembre 1927, n. 1829.

Esecuzione dell'Accordo addizionale alla Convenzione italo-ungherese stipulata in Budapest il 27 marzo 1924 per il consolidamento dei tagliandi scaduti e dei titoli sorteggiati del debito pubblico ungherese prebellico, collocato in Italia, firmato in Budapest fra l'Italia e l'Ungheria il 15 marzo 1927.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di procedere allo scambio delle ratifiche dell'Accordo addizionale italo-ungherese firmato in Budapest il 15 marzo 1927;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto col Ministro per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo addizionale alla Convenzione italo-ungherese stipulata in Budapest il 27 marzo 1924 per il consolidamento dei tagliandi scaduti e dei titoli sorteggiati del debito pubblico ungherese prebellico, collocato in Italia, firmato in Budapest fra l'Italia e l'Ungheria il 15 marzo 1927.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge, entrerà in vigore allo scambio delle ratifiche dell'Accordo addizionale di cui all'articolo precedente.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 4 settembre 1927 - Anno V.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 ottobre 1927 - Anno V
Atti del Governo, registro 265, foglio 45. — SIROVICH.

Accord additionnel à la Convention conclue le 27 mars 1924 entre le Royaume d'Italie et le Royaume de Hongrie au sujet de la consolidation des coupons échus et des titres amortis de la dette publique hongroise d'avant-guerre, placée en Italie.

Art. 1er.

Le Gouvernement royal d'Italie et le Gouvernement royal hongrois conviennent d'étendre, dans les conditions indiquées ci-après, les dispositions de la Convention du 27 mars 1924, relative à la consolidation des coupons échus et des titres amortis de la dette publique hongroise d'avant-guerre, placée en Italie, au règlement des arriérés dus aux porteurs italiens de titres de l'ancienne Dette publique hongroise gagée pour la période comprise entre le 1er janvier 1919 et le 30 juin 1919 et au règlement des arriérés dus aux porteurs italiens de titres de l'ancienne Dette publique hongroise non gagée pour la période comprise entre le 1er janvier 1919 et le 26 juillet 1921.

Article 2.

Le présent règlement s'applique respectivement aux emprunts suivants:

Emprunts gagés.

Emprunt 3 % or 1895 (emprunt des Portes de fer);
Emprunt 3½ % couronnes 1897;
Emprunt à lots 1870;
Emprunt à lots 1880 (emprunt de la régularisation de la Tisza et de Szeged);
Emprunt privilégé 4 % du chemin de fer Budapest-Pécs;
Emprunt 4 % 1910 (libellé en couronnes, marks, francs, et livres sterling);

Emprunts non gagés.

Emprunt 4 % or (toutes émissions);
Emprunt 4 % en couronnes (toutes émissions);
Emprunt 4½ % 1913 (libellé en couronnes, marks, francs et livres sterling);
Emprunt amortissable 4½ % 1914 (libellé en couronnes, marks, francs et livres sterling);
Emprunt 4 % 1889 (emprunt de la libération des terres, libellé en florins).

Article 3.

La consolidation des arriérés (intérêts échus et titres sortis au tirage) visés à l'article premier s'effectuera sur les bases suivantes:

a) Les arriérés de titres libellés en monnaies autres que la couronne et le mark seront consolidés, pour leur montant nominal intégral exprimé ou calculé en francs au pair et qui doit être converti en lires au pair;

b) Les arriérés de titres libellés en couronnes ou en marks seront consolidés sur la base de la parité de 0 lire 30 centimes pour une couronne et de 0 lire 36 centimes pour un mark, s'il s'agit de titres possédés par des ressortissants italiens qualifiés comme tels dès le 24 mai 1915, tandis que le taux de valorisation pour les porteurs devenus ressortissants italiens en vertu des Traités de paix sera respectivement de 0 lire 14 centimes pour une couronne et de 0 lire 17 centimes pour un mark.

Article 4.

Le montant des coupons échus compris dans l'opération de consolidation sera augmenté d'un intérêt de 5 %, calculé sur ledit montant du 26 juillet 1921 au 30 juin 1925.

Le montant des capitaux amortis compris dans l'opération de consolidation sera augmenté d'un intérêt de 3 % pour la période écoulée entre la date de leur appel au remboursement et le 31 janvier 1921 et de 5 % pour la période écoulée entre le 1er février 1921 et le 30 juin 1925.

Article 5.

L'intérêt des bons du trésor de consolidation sera payé annuellement et par anticipation par le Gouvernement royal hongrois; il prendra cours à partir du 1er janvier 1927.

Le taux de l'intérêt sera de 6 %, net d'impôts ou retenues quelconques en Hongrie.

En ce qui concerne les titres dont la feuille de coupons se trouverait épuisée à une date antérieure au 26 juillet 1921 et pour lesquels des coupons ne pourraient être présentés au paiement, la consolidation prévue aux articles précédents n'en sera pas moins effectuée sur la présentation du dernier coupon de la feuille épuisée.

Article 6.

Les bons du trésor de consolidation seront amortissables en dix annuités égales échéant le 1er janvier de chaque année à partir du 1er janvier 1935.

Article 7.

Aucune justification ne sera demandée aux porteurs, s'ils présentent la série ininterrompue des coupons échus du 1er janvier 1919 inclus au 30 juin 1919 inclus, en ce qui concerne les emprunts gagés, et du 1er janvier 1919 inclus au 25 juillet 1921 inclus, en ce qui concerne les emprunts non-gagés, et si l'établissement chargé de l'exécution de l'accord constate par l'examen des bordereaux de depôt actuellement en sa possession, que ces porteurs sont été admis au bénéfice de la Convention du 27 mars 1924.

Dans le cas où les deux — où l'une des deux — conditions prévues à l'alinéa précédent ne seraient pas remplies, la Commission Arbitrale visée à l'article 11 de la Convention du 27 mars 1924 et dont le fonctionnement sera maintenu aux termes de l'article 10 du présent Accord, tranchera le différend. Toutefois, les porteurs devenus ressortissants italiens en vertu des Traités de paix pourront obtenir, sans avoir à recourir à la Commission Arbitrale, le règlement de leurs créances, s'ils présentent:

1) un certificat de nationalité, établi par l'autorité compétente et dont il ressort qu'ils ont acquis la nationalité italienne sur la base des Traités de paix;

2) la série ininterrompue des coupons échus postérieurement au 31 octobre 1918;

3) une preuve qu'ils ont acquis la propriété des titres avant le 31 octobre 1918.

Cette preuve pourra résulter, par exemple, d'un inventaire de succession, d'un bordereau d'agent de change, d'un certificat de depôt ou d'encaissement de coupons d'une banque, etc.

Article 8.

Les provisions nécessaires pour les versements en espèces qui deviendront exigibles à la suite de la mise à exécution du présent Accord devront être constituées auprès de l'établissement payeur quinze jours avant la date de la mise en paiement effective des dits versements en espèces.

Les provisions exigées pour le service de l'intérêt et de l'amortissement des bons du trésor prévus par le présent Accord devront être, de même, constituées auprès de l'établissement payeur quinze jours avant la date de l'échéance à laquelle elles s'appliqueront.

Article 9.

Les dispositions générales des articles 7, 9, 10 et 11 de la Convention du 27 mars 1924 seront étendues au présent Accord.

Article 10.

Le présent Accord sera ratifié et entrera en vigueur au moment de l'échange des ratifications.

Fait à Budapest, le 15 mars 1927, en deux exemplaires dont un a été remis à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour l'Italie:

Conte ERCOLE DURINI DI MONZA (L. S.)

Pour la Hongrie:

Comte KHUEN-HÉDERVÁRY (L. S.)

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:

GRANDI.

Numero di pubblicazione 2130.

REGIO DECRETO 19 agosto 1927, n. 1826.

Devoluzione a favore del 31° reggimento fanteria della « Fondazione ufficiali del 32° reggimento fanteria ».

N. 1826. R. decreto 19 agosto 1927, col quale, su proposta del Ministro Segretario di Stato per la guerra, la « Fondazione ufficiali del 32° reggimento fanteria », eretta in ente morale col R. decreto 4 gennaio 1923, n. 45, viene devoluta a favore del 31° reggimento fanteria, restando immutata la denominazione dell'ente, e ne è approvato il nuovo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

Registrato alla Corte dei conti, addì 12 ottobre 1927 - Anno V

DECRETO MINISTERIALE 10 ottobre 1927.

Approvazione delle norme per l'ordinamento e il funzionamento della Sezione di credito agrario del Banco di Napoli.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Veduti gli articoli 14, n. 8, e 15, n. 3, del R. decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, portante provvedimenti per l'ordinamento del credito agrario nel Regno;

Vedute le proposte della Direzione generale del Banco di Napoli;

Decreta:

Articolo unico.

Sono approvate le seguenti norme per l'ordinamento e il funzionamento della Sezione di credito agrario del Banco di Napoli.

Costituzione e mezzi finanziari.

Art. 1.

E' costituita presso il Banco di Napoli una Sezione di credito agrario avente per fine di eseguire, nelle provincie del Mezzogiorno continentale, le operazioni di credito agrario prescritte dagli articoli 2 e 3 del R. decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509.

Art. 2.

La Sezione ha un patrimonio proprio ed ha gestione e bilancio distinti da quelli del Banco.

Art. 3.

Il patrimonio della Sezione è costituito dal fondo di dotazione e dal fondo di riserva.

Il fondo di dotazione è formato:

a) da una somma di L. 100,000,000 assegnato dal Banco, che la preleverà dalle proprie riserve, salvo l'eventuale aumento che si rendesse necessario ai sensi del 2° comma dell'art. 17 del R. decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509;

b) dai fondi patrimoniali delle casse provinciali e degli istituti di credito agrario di cui al n. 8 dell'art. 14 del predetto decreto, quali risulteranno dopo compiute le operazioni di accertamento e di fusione di cui all'art. 21 del presente statuto.

Il fondo di riserva è formato:

a) dalle riserve degli istituti predetti, accertate come sopra;

b) dalle somme che potranno essere recuperate per crediti dipendenti da sovvenzioni già statali, devoluti ad aumento dei patrimoni delle casse di Foggia, Bari, Campobasso, Potenza e degli incrementi di cui al R. decreto-legge 20 febbraio 1927, n. 283, nonchè da tutti gli altri proventi e cespiti dalle vigenti disposizioni di legge già assegnati agli istituti assorbiti;

c) dagli accantonamenti di cui all'art. 19.

Art. 4.

Le anticipazioni accordate e da accordarsi dallo Stato alle casse e agli istituti di credito agrario fusi nella Sezione, ed ogni altro diritto, privilegio e contributo spettante ai medesimi, sono trasferiti alla Sezione di credito agrario del Banco di Napoli sotto le stesse condizioni, modalità ed obblighi stabiliti dalle disposizioni di legge vigenti al riguardo.

Art. 5.

La Sezione « Cassa di risparmio » del Banco di Napoli è autorizzata a consentire anticipazioni in conto corrente alla Sezione di credito agrario fino all'ammontare dei tre decimi dei depositi.

Amministrazione e rappresentanza.

Art. 6.

La Sezione è amministrata dal Consiglio di amministrazione del Banco, al quale spetta di dettare le norme regolamentari per il funzionamento interno della Sezione medesima, nonchè di approvare i bilanci annuali e tutti i provvedimenti concernenti l'attività della Sezione.

All'uopo sono demandate al Consiglio di amministrazione nei riguardi della Sezione, le facoltà di cui ai nn. 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 e 16 dell'art. 28 dello statuto del Banco approvato con R. decreto-legge 2 giugno 1927, n. 829.

Art. 7.

Il direttore generale del Banco rappresenta la Sezione di credito agrario di fronte ai terzi, vigila sulla esecuzione delle deliberazioni del Consiglio di amministrazione e delle disposizioni in vigore, propone al Consiglio la nomina del direttore centrale della Sezione e destina gli impiegati addetti allo speciale servizio della Sezione, vista la situazione ed i bilanci e provvede a quanto altro non sia riservato al Consiglio di amministrazione o ad altri organi ai termini del presente statuto.

Art. 8.

La Sezione avrà una Direzione centrale con gli uffici necessari allo svolgimento della propria attività. Il numero e le attribuzioni degli uffici è determinato dal Consiglio di amministrazione del Banco. A capo della Sezione è proposto un funzionario con grado di direttore centrale.

Il direttore della Sezione è alla immediata dipendenza del direttore generale del Banco.

Art. 9.

Il direttore della Sezione alla immediata dipendenza del direttore generale esegue e fa eseguire le disposizioni in vigore e le deliberazioni del Consiglio e provvede a quant'altro occorre per lo svolgimento del servizio.

E' inoltre segretario, con voto consultivo, del Consiglio di amministrazione del Banco per gli affari di credito agrario.

Firma le situazioni ed i bilanci della Sezione ed assume, per delega del direttore generale, la firma della corrispondenza.

Nei casi di assenza o di impedimento è sostituito dal funzionario designato dal direttore generale.

Comitato centrale del credito,

Commissioni di sconto ed uffici.

Art. 10.

Presso la Direzione centrale della Sezione è istituito un Comitato centrale del credito, presieduto dal direttore generale del Banco, o, per sua delegazione, dal direttore della Sezione e composto di 5 membri nominati dal Consiglio di amministrazione del Banco, su proposta del direttore generale, a scelta fra i più provetti agricoltori e tecnici agricoli delle provincie in cui opera la Sezione.

I componenti della Commissione, ad eccezione del presidente, durano in carica due anni e sono rieleggibili.

Art. 11.

Il Comitato centrale del credito:

a) determina i criteri di distribuzione del credito agrario e propone al Consiglio di amministrazione le speciali norme da emanare all'uopo;

b) dà parere sulle questioni di massima e sulla interpretazione delle leggi e decreti in materia di credito agrario;

c) delibera la concessione di prestiti e mutui a norma del seguente art. 13.

Art. 12.

In ogni capoluogo di provincia, presso la sede o succursale del Banco ivi funzionante, è istituito:

a) un ufficio della Sezione di credito agrario al quale è preposto un funzionario di grado non superiore a vice-direttore. Del detto ufficio potranno essere chiamati a far parte tecnici agricoli nonchè impiegati contabili ed amministrativi nella qualità e numero ritenuto necessario per lo svolgimento delle operazioni di credito agrario;

b) una speciale Commissione di sconto presieduta dal direttore della sede o succursale e composta di tre membri, e cioè, di un commissario di sconto ordinario e di due commissari di sconto agrari scelti a turno in una lista di sei provetti agricoltori e tecnici agricoli formata dalla Commissione centrale del credito.

Alle riunioni della predetta Commissione interviene quale relatore, e con voto consultivo, il preposto al servizio del credito agrario.

Art. 13.

Le attribuzioni ed i limiti di competenza del Comitato centrale del credito agrario e delle Commissioni di sconto pel credito agrario sono stabiliti e variati con apposite disposizioni del Consiglio di amministrazione.

Art. 14.

I componenti la Commissione centrale del credito e le locali Commissioni di sconto non possono partecipare alle sedute nelle quali debbasi deliberare o dare pareri su operazioni richieste da privati con i quali essi abbiano rapporti di parentela, di affinità o d'interessi, ovvero da società od enti di cui essi facciano, a qualunque titolo, parte.

Art. 15.

I direttori delle filiali del Banco di Napoli rappresentano, nelle rispettive sfere di azione, la Sezione di fronte ai terzi per le operazioni che riguardano aziende agricole site nel territorio di loro pertinenza.

Il capo dell'ufficio di credito agrario è responsabile del normale andamento del servizio e della regolarità sostanziale e formale delle operazioni.

Art. 16.

La Sezione si avvale, in quanto possibile, del personale e degli uffici del Banco, ma può assumere per proprio conto esclusivo personale legale, tecnico, amministrativo, contabile, d'ordine e di servizio, determinandone i requisiti, le mansioni e gli emolumenti.

Bilancio ed utili.

Art. 17.

La Sezione sosterrà direttamente tutte le spese di amministrazione che esclusivamente la riguardano, compresa quella per il personale assunto come sopra, e rimborserà al Banco la spesa effettiva relativa al personale da questo fornito, e assegnato al servizio del credito agrario sì al centro che nelle filiali, nonchè una somma mensile a calcolo da fissarsi annualmente dal Consiglio di amministrazione del Banco di concerto col Ministero dell'economia nazionale e col Ministero delle finanze, a titolo di rimborso di spese generali di amministrazione, in essa compreso il compenso per il servizio di cassa e per la prestazione d'opera dell'altro personale che attende parzialmente al credito agrario.

Art. 18.

L'esercizio si chiude al 31 dicembre di ciascun anno.

Art. 19.

Gli utili netti dell'esercizio sono ripartiti nel modo seguente:

a) 7/10 al fondo di riserva ordinaria;

b) 2/10 a disposizione del Consiglio di amministrazione del Banco, per destinarlo in premio di rendimento al personale, in fondi ed opere di previdenza ed assistenza per il personale, ed in studi ed indagini riflettenti i problemi agrari delle provincie del Mezzogiorno continentale;

c) 1/10 alla formazione di un fondo per premi e sussidi alle istituzioni che svolgano opera proficua per l'agricoltura.

Scioglimento e liquidazione.

Art. 20.

In caso di scioglimento e liquidazione la Sezione sarà anzitutto tenuta a restituire sulle proprie attività i 100 milioni assegnati in dotazione del Banco di Napoli. Sulla destinazione dei fondi già di pertinenza degli istituti di credito agrario sarà provveduto con decreto del Ministero dell'economia nazionale di concerto con quello delle finanze.

L'eventuale incremento patrimoniale risultante all'atto della liquidazione sarà, analogamente, per una parte restituita al Banco di Napoli e per l'altra cumulato coi fondi di cui alla seconda parte del comma precedente; e ciò in proporzione della misura in cui avranno contribuito alla formazione del patrimonio della Sezione gli apporti, rispettivamente, del Banco di Napoli, e degli istituti di credito agrario fusi nella Sezione medesima.

Disposizioni transitorie.

Art. 21.

Nel giorno determinato dal Ministero dell'economia nazionale per l'entrata in vigore del presente statuto, le casse provinciali e gli istituti di credito agrario di cui al n. 8 dell'art. 14 del R. decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, cesseranno il compimento delle loro operazioni. Il giorno stesso il Banco di Napoli, a mezzo di propri funzionari appositamente delegati dal direttore generale, prenderà in consegna gli uffici e gli archivi degli istituti predetti ed assumerà ogni attività e passività dei medesimi, previa redazione di inventario, a cui parteciperanno i legali rappresentanti dell'istituto da fondersi.

Nel termine di un mese dall'avvenuta consegna il Banco di Napoli sottoporrà al Ministero dell'economia nazionale e al Ministero delle finanze il bilancio di liquidazione di ciascun istituto assorbito, mettendo in evidenza le perdite accertate, le partite di cui si propone il passaggio a perdita, e le sva-

lutazioni compiute, da imputarsi a diminuzione dei fondi patrimoniali e riserve proprie dell'istituto assorbito.

Dopo che il bilancio di liquidazione sarà stato approvato dal Ministero dell'economia nazionale di concerto con quello delle finanze, le attività, passività e patrimonio dell'istituto cessato verranno trasferite nella contabilità e nel bilancio della Sezione di credito agrario del Banco.

Art. 22.

Il personale attualmente in servizio presso gli istituti di credito agrario cessati e fusi nella Sezione di credito agrario a norma delle disposizioni del n. 8 dell'art. 14 del R. decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, sarà licenziato alla data della fusione. Al personale stesso sarà corrisposto a carico del bilancio degli istituti medesimi l'indennità di cessazione di servizio o di quiescenza prevista dalle disposizioni in vigore per il personale di ogni singolo istituto, o, in difetto, una indennità da fissarsi in misura analoga, in via di equità, su proposta del Consiglio di amministrazione del Banco e da approvarsi dal Ministero dell'economia nazionale.

Art. 23.

E' data facoltà al direttore generale del Banco di Napoli di assumere in tutto od in parte in servizio il personale degli istituti di cui all'articolo precedente e di destinarlo a seconda dei bisogni della Sezione, alle condizioni di carriera, di trattamento economico e di quiescenza in vigore pel personale del Banco o che saranno stabilite dal Consiglio di amministrazione del Banco.

Art. 24.

I servizi di cassa, di risparmio, di esattoria e tesoreria comunali attualmente gestiti dagli istituti di credito agrario fusi nella Sezione, saranno assunti dal Banco di Napoli.

Roma, addì 10 ottobre 1927 - Anno V

Il Ministro per l'economia nazionale: BELLUZZO.

Il Ministro per le finanze: VOLPI.

DECRETO MINISTERIALE 8 settembre 1927.

Estensione ad altri istituti delle attribuzioni demandate alla Regia stazione di patologia vegetale di Roma per il regolamento dell'importazione delle patate da semina.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Visto il decreto Ministeriale 15 luglio 1927, registrato alla Corte dei conti il 23 luglio 1927, reg. 6 Ministero economia nazionale, foglio n. 7, concernente le norme per l'importazione delle patate da semina per la campagna agraria 1927-28;

Decreta:

Le attribuzioni demandate alla Regia stazione di patologia vegetale di Roma con decreto Ministeriale 15 luglio 1927, concernente le norme per l'importazione delle patate da semina per la campagna agraria 1927-1928, sono affidate anche al Laboratorio di patologia vegetale del Regio istituto superiore agrario di Milano e ai Laboratori di patologia vegetale e di entomologia agraria di Portici.

Il Ministero dell'economia nazionale provvederà alla ripartizione del lavoro fra i vari istituti incaricati.

Roma, addì 8 settembre 1927 - Anno V

Il Ministro: BELLUZZO.

DECRETO MINISTERIALE 21 settembre 1927.

Riconoscimento, agli effetti della pratica per la professione di avvocato, dell'Istituto di esercitazioni nelle scienze giuridiche e sociali annesso alla Regia università di Pavia.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
PER LA GIUSTIZIA E GLI AFFARI DI CULTO

Visto l'art. 8 del regolamento per l'esecuzione della legge 25 marzo 1926, n. 453, sull'ordinamento delle professioni di avvocato e di procuratore approvato con R. decreto 26 agosto 1926, n. 1683;

Viste le norme che regolano l'Istituto di esercitazioni nelle scienze giuridiche e sociali annesso alla Regia università di Pavia, approvate con R. decreto 14 ottobre 1926, n. 2130;

Vista l'istanza per il riconoscimento giuridico del predetto Istituto fatta dal rettore dell'Università in data 19 luglio 1927;

Decreta:

E' riconosciuto, agli effetti dell'art. 8 del R. decreto 26 agosto 1926, n. 1683, concernente la pratica di avvocato, l'Istituto di esercitazioni nelle scienze giuridiche e sociali annesso alla Regia università di Pavia.

Roma, addì 21 settembre 1927 - Anno V

Il Ministro: ROCCO.

DECRETO PREFETTIZIO 1° ottobre 1927.

Restituzione di cognome nella forma italiana.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI TRENTO

Veduto il R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi della provincia di Trento;

Veduto il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Considerato che il cognome Emer è di origine straniera e che in forza dell'art. 1 di detto decreto deve riassumere forma italiana;

Decreta:

Il cognome del signor Emer Guido, figlio di fu Cristoforo e della Maddalena Binelli, nato a Malè, il 20 agosto 1861, è restituito nella forma italiana di « Emeri » a tutti gli effetti di legge.

Il presente decreto sarà notificato a termini dell'art. 2 delle istruzioni ministeriali e annotato nei registri dello stato civile del comune di Trento, mandando al capo del Comune di curarne e di vigilarne l'annotazione, a termini dell'art. 4 delle istruzioni anzidette.

Trento, addì 1° ottobre 1927 - Anno V

Il Prefetto: VACCARI.

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

MINISTERO DELL'INTERNO

Comunicazione.

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che Sua Eccellenza il Capo del Governo, Ministro per l'interno, in data 1° ottobre 1927, ha presentato all'Eccellentissima Presidenza della Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 19 agosto 1927, n. 1748, concernente il rinvio delle rinnovazioni totali e parziali dei componenti delle Congregazioni di carità.

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIV. I - PORTAFOGLIO

Media dei cambi e delle rendite

del 12 ottobre 1927 - Anno V

Francia	71.92	Belgrado	32.35
Svizzera	353 —	Budapest (Pengo)	3.20
Londra	89.168	Albania (Franco oro)	355 —
Olanda	7.35	Norvegia	4.84
Spagna	319.10	Russia (Cervonetz)	95.75
Belgio	2.5525	Svezia	4.92
Berlino (Marco oro)	4.365	Polonia (Sloty)	206.50
Vienna (Schillinge)	2.59	Danimarca	4.90
Praga	54.35	Rendita 3,50 %	70.375
Romania	11.45	Rendita 3,50 % (1902)	64.50
Peso argentino Oro	17.82	Rendita 3 % lordo	39.65
Peso argentino Carta	7.84	Consolidato 5 %	82.475
New York	18.294	Littorio 5 %	—
Dollaro Canadese	18.31	Obbligazioni Venezie 3,50 %	70.85
Oro	352.99		

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Costituzione del Consorzio di bonifica di 1ª categoria « Tiel Mondina », in provincia del Friuli.

Con R. decreto 10 agosto 1927 - Anno V, registrato alla Corte dei conti il 25 settembre successivo al registro 20, foglio 99, è stato costituito il Consorzio di bonifica di 1ª categoria « Tiel Mondina » in provincia del Friuli, respingendosi i reclami presentati, in sede di pubblicazione degli atti, da alcuni proprietari dei comuni di Crauglio e Tapogliano, dalla Deputazione provvisoria del Consorzio di bonifica dell'Agro cervignanese e da alcuni proprietari della zona Comugne unitamente al Commissario prefettizio di Grado.

A formare la Deputazione provvisoria del nuovo ente sono stati designati i podestà di Aquileia, di Campolongo, di Grado, di Ruda, di Tapogliano ed i signori Comar Mario, Landi Lando, Lepre Lorenzo, Marangoni-Masolini Giuseppe, Pace Marino, Parmeggiano Vincenzo, Rigonet Luigi, Rizzatti Mario, Serraval Carlo, Stabile Pietro, Tomasin Giuseppe e Verzegnassi Norberto.

MINISTERO DELL'ECONOMIA NAZIONALE

DIREZIONE GENERALE DELL'AGRICOLTURA

Comuni fillosserati.

Essendosi accertata la presenza della fillossera nel comune di Collepietro, in provincia di Aquila degli Abruzzi, con decreto 8 ottobre 1927, sono state estese al territorio del detto Comune, le norme contenute negli articoli 10 a 14 del regolamento 13 giugno 1918, n. 1099, circa la esportazione di talune materie indicate ai numeri 1, 2, 3, 4 dell'art. 10 del regolamento stesso.

Essendosi accertata la presenza della fillossera nel comune di Agugliano, in provincia di Ancona, con decreto 8 ottobre 1927, sono state estese al territorio del detto Comune, le norme contenute negli articoli 10 a 14 del regolamento stesso.

BANDI DI CONCORSO

MINISTERO DELL'AERONAUTICA

Graduatoria dei vincitori del concorso per 46 posti da ufficiale inferiore dei ruoli specializzati della Regia aeronautica.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER L'AERONAUTICA

Visto il R. decreto-legge 10 maggio 1925, n. 1150;
Visto il decreto Ministeriale 25 settembre 1925 che approva la notificazione di concorso a 46 posti da ufficiale inferiore nel ruolo specializzato della Regia aeronautica;
Visto il decreto Ministeriale 22 agosto 1926 che apporta le modifiche alla predetta notificazione di concorso;
Visto il decreto Ministeriale 20 dicembre 1926 che nomina la Commissione esaminatrice del concorso stesso;
Visto il decreto Ministeriale 19 aprile 1927 che sostituisce due membri della Commissione esaminatrice sopra ricordata;
Visto il risultato dei lavori compiuti dalla Commissione esaminatrice del concorso predetto;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei vincitori del concorso per 46 posti da ufficiale inferiore dei ruoli specializzati della Regia aeronautica, per aver essi i titoli vari richiesti per la categoria nella quale sono risultati idonei, ed i requisiti di servizio richiesti dal relativo bando:

ARMA AERONAUTICA.

Categoria motoristi.

Tenenti:

Parodi Giovanni.

Categoria stazionari.

Capitani:

1° Benincasa Giovanni.
2° Alicandri Pietro.
3° Delle Cese Luigi.

Tenenti:

1° Piccioni Ugo.
2° Moio Girolamo Attilio.
3° Salamone Luigi.
4° Della Noce Guglielmo.
5° Levis Simone.
6° Rizzi Giuseppe.
7° Pinna Luigi.
8° Cappabianca Carlo.
9° Marino Elettro.
10° Sanguinetti Oreste.
11° Zanuso Dario.

Sottotenenti:

Massaccesi Silvano.

CORPO DEL GENIO AERONAUTICO.

Categoria radioaerologisti.

Tenenti:

Mancuso Domenico.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 13 luglio 1927 - Anno V

p. *Il Ministro*: BALBO.

Graduatoria dei candidati risultati idonei nel concorso a 19 posti di ufficiale inferiore nella categoria automobilisti dell'Arma aeronautica e nella categoria assistenti tecnici del Corpo del genio aeronautico (ruoli specializzati).

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER L'AERONAUTICA

Visto il R. decreto-legge 10 maggio 1925, n. 1150;
Visto il decreto Ministeriale 25 settembre 1925 che approva la notificazione di concorso per titoli a 19 posti di ufficiale inferiore nella categoria automobilisti dell'Arma aeronautica (ruolo specializzato), e nella categoria assistenti tecnici del Corpo del genio aeronautico (ruolo specializzato);
Visto il decreto Ministeriale 30 aprile 1926 che nomina la Commissione esaminatrice del concorso predetto;
Visto il decreto Ministeriale 12 agosto 1926 che sostituisce il presidente ed il segretario della Commissione esaminatrice sopra ricordata;
Visto il risultato dei lavori compiuti dalla Commissione esaminatrice del concorso;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei candidati risultati idonei nel concorso per titoli a 19 posti di ufficiale inferiore nella categoria automobilisti dell'Arma aeronautica (ruolo specializzato) e nella categoria assistenti tecnici del Corpo del genio aeronautico (ruolo specializzato):

ARMA AERONAUTICA.

Ruolo specializzato — Categoria automobilisti.

Subalterni:

1° Antonelli Romeo.
2° Apostolidis Gustavo.
3° De Angelis Vincenzo.
4° Jannace Carlo.
5° Tarantino Giuseppe.

CORPO DEL GENIO AERONAUTICO.

Ruolo specializzato — Categoria assistenti tecnici.

Capitani:

1° Manfredi Luigi.
2° Carfagnini Enrico.

Subalterni:

1° Barbagallo G. Battista.
2° Roasio Mario.
3° Rando Giovanni.
4° Bovio Pietro.
5° Pomarici Arturo.
6° Marangio Gino.
7° Scionti Celestino.
8° Sergio Vincenzo.
9° Colacino Carmine.
10° Manno Carlo.
11° Garagozzo Carmelo.
12° Adami Francesco Saverio.
13° Giannangeli Umberto.
14° Ghersi Alberto.
15° Giannattasio Luigi.
16° Barbalonga Francesco.
17° Sanjust Casimiro.
18° Toscano Francesco.
19° Tarantino Giuseppe.
20° Concilio Alfonso.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 6 settembre 1927 - Anno V

p. *Il Ministro*: BALBO.

Graduatoria dei vincitori del concorso per 20 posti da ufficiale di amministrazione nel Corpo di commissariato militare della Regia aeronautica.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER L'AERONAUTICA

Visto il R. decreto-legge 4 maggio 1925, n. 627;
Visto il R. decreto-legge 10 maggio 1925, n. 1150;
Visto il decreto Ministeriale 3 febbraio 1926, col quale venne approvata la notificazione di concorso per titoli a 20 posti da ufficiale di amministrazione del Corpo di commissariato militare della Regia aeronautica;
Visti i decreti Ministeriali 29 aprile 1926, n. 1071, e 30 ottobre 1926, n. 828, che apportano modificazioni al bando di concorso predetto;
Visto il decreto Ministeriale 4 maggio 1926, n. 1070, relativo alla nomina della Commissione esaminatrice del concorso anzidetto;
Visto il risultato dei lavori compiuti dalla Commissione esaminatrice del concorso;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei vincitori del concorso bandito per 20 posti da ufficiale di amministrazione nel Corpo di commissariato militare della Regia aeronautica:

Capitani:

1° Janora Filippo.
2° Catania Alberto.
3° Bello Fernando.
4° Bellini Arturo.
5° Sergio Alessandro.
6° De Leva Giuseppe.
7° Lo Bue Francesco.
8° Di Girolamo Pasquale.
9° Nolfo Francesco.
10° Borasio Carlo.

Subalterni:

1° Maurelli Romeo.
2° Naccarato Francesco.
3° Scazzola Giovanni.
4° Appiani Tiberio.
5° Mastroti Albino.
6° Della Noce Guglielmo.
7° De Luise Nicola.
8° Pernà Umberto.
9° Guglielmelli Francesco.
10° Donnamaria Vincenzo.
11° D'Atri Vincenzo.
12° Doro Guido.
13° Piccoli Luigi.
14° Cappello Gaetano.
15° Mentasti Carlo.
16° Bissanti Giuseppe.
17° Simeoni Domenico.
18° Lalli Flaminio.
19° Solarino Giuseppe.
20° Cardara Giuseppe.
21° Felici Gaetano.
22° Urecchia Vincenzo.
23° De Mattia Nicola.
24° Sevans Ferdinando.
25° Manzione Giovanni.
26° Sorace Abramo.
27° Costanzo Domenico.
28° Ramò Carlo.
29° Denaro Giuseppe.
30° Positano Antonio.
31° Palliola Gaetano.
32° Sances Riccardo.
33° Soldaini Luigi.
34° Santoro Oreste.
35° Trevisani Michele.
36° Liguori Francesco.
37° Mazza Alfredo.
38° Vallone Raffaele.
39° Bucci Riccardo.
40° Peruzy Vittorio.
41° Di Salvo Alberto.
42° Bambino Fausto.
43° Raspanti Carlo.
44° Giordano Orsini Nicolò.
45° Farese Demetrio.
46° Camerino Giuseppe.
47° Batini Aldighiero.
48° Alfieri Giuseppe.
49° Della Ragione Giovanni.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 30 luglio 1927 - Anno V

p. *Il Ministro*: BALBO.

ROSSI ENRICO, *gerente*.

Roma — Stabilimento Poligrafico dello Stato.